

avec l'image. Lors de l'épreuve d'explication de texte l'interrogation ne portera que sur des textes proprement littéraires (poèmes, extraits de pièces de théâtre, de nouvelles, de romans...). L'épreuve, orale, consistera soit en l'explication en langue allemande d'un texte significatif, soit en un exposé en langue française sur un sujet présentant un rapport direct avec la question qui figure au programme.

Option B, civilisation : Le pacifisme en Allemagne de la fin du dix-neuvième siècle à 1926.

On étudiera le pacifisme en Allemagne de la fin du XIXe siècle à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations en 1926.

L'accent portera de façon prioritaire sur la dimension théorique du mouvement pacifiste et sur les moyens mis en œuvre pour réaliser une politique en accord avec l'idéal pacifiste. On s'intéressera aux acteurs ("grandes figures", leaders...), aux structures (groupes constitués, rassemblements et congrès...), à leurs stratégies (liens avec les partis politiques, groupes de pression...), à leurs modes de communication (presse, propagande, allocutions, libelles, tracts...) ainsi qu'aux textes de référence, de nature philosophique, grammaticale et politique.

Le pacifisme allemand sera situé dans son contexte national et international. On tiendra compte des grandes lignes de l'évolution interne de l'Allemagne (politique nationale, courants d'idées, mentalités...) et de l'incidence réciproque entre le mouvement pacifiste et les événements qui dépassent le cadre de l'Allemagne (tensions internationales, Première Guerre mondiale, suites de la guerre, rapprochement franco-allemand...).

La dimension internationale de la réflexion, et les connexions avec les mouvements d'autres pays, germanophones en particulier, ne seront cependant prises en considération que dans leur impact sur les idées et les pratiques qui ont pu en résulter pour l'Allemagne.

La connaissance de textes fictionnels d'inspiration pacifiste sera utile et appréciée, mais les textes proposés à l'explication ne relèveront pas de cette catégorie.

L'épreuve, orale, consistera soit en l'explication en langue allemande d'un texte significatif, soit en un exposé en langue française sur un sujet présentant un rapport direct avec la question qui figure au programme.

Option C - linguistique : Nom et verbe.

En partant de l'opposition traditionnelle entre nom et verbe et de la discussion des critères qui la fondent, il s'agira de s'intéresser, à tous les niveaux de la description linguistique, à ce qui distingue mais aussi à ce qui rapproche ces deux "classes de mots" On abordera ainsi la morphologie lexicale, le comportement des deux parties du discours à l'interface entre syntaxe et sémantique, par exemple dans leur relation avec la notion de prédicat (noms prédicatifs, verbes supports, structures argumentales), sans oublier les dimensions textuelles et discursives (phénomènes de reprise anamorphiques, isotopies, énoncés sans verbe, etc.).

L'épreuve, orale, consistera en un exposé en langue française, à partir d'un questionnement variable associé à un texte, en relation directe avec le programme de l'option. L'exposé doit être construit avant tout à partir des données pertinentes contenues dans le texte.

Anglais

Écrit : tronc commun

I - Littérature

1. Everyman, œuvre anonyme. Everyman and Medieval Miracle Plays, éd. A.C. Cawley [1956], Londres, J.M. Dent, 1993.
2. William Shakespeare, King Lear. Ed. Reginald Foakes, Londres, The Arden Shakespeare, 1997. (N. B. L'édition New Penguin Shakespeare sera utilisée à l'oral).
3. Charlotte Brontë, Jane Eyre (1847). Londres, Norton Critical Edition (3rd edition), 2000. Film de Franco Zeffirelli (1995).
4. John Steinbeck, The Grapes of Wrath (1939). The Viking Critical Library (The Grapes of Wrath : Text and Criticism, éd. Peter Lisca et Peter Hearle), New York, Penguin Books USA, 1997.
5. Richard Ford, A Multitude of Sins (2002). New York, Vintage Contemporaries, 2003.

II - Civilisation

1. L'empire de l'exécutif : la présidence des États-Unis de Franklin Roosevelt à George W. Bush (1933-2006)

Des trois pouvoirs de l'État fédéral américain, c'est certainement la présidence qui s'est le plus profondément transformée depuis la période fondatrice : aujourd'hui, même les plus forts partisans de l'exécutif parmi les Fédéralistes peineraient à reconnaître une institution qu'ils avaient façonnée en contrepoint de la monarchie anglaise et de ses dérivés autocratiques menaçantes pour les libertés civiles. Pour autant, cette évolution reste récente puisque c'est uniquement avec l'élection de Franklin Roosevelt en 1932 que l'on assiste à une redéfinition pérenne de l'exécutif américain, qui commence avec le Vingtième Amendement (1933). Dans un régime politique qui ne change que par crise, les années du New Deal et de la Deuxième guerre mondiale sont marquées par une première concentration du pouvoir dans les mains de la présidence selon les deux axes, horizontal et vertical, de la division du pouvoir aux États-Unis. L'urgence économique, puis diplomatique et militaire, l'homogénéité partisane à la tête de l'État, la mise en retrait de la Cour suprême après l'épisode du Court Packing Plan de 1937, enfin la nécessité de l'union nationale après le 7 décembre 1941 participent tous à la "présidentialisation" du régime américain. Les présidents Truman et Eisenhower, malgré des pratiques différentes de l'exécutif, stabilisent l'institution, inaugurent ses nouveaux contours après la ratification du Vingt-Deuxième Amendement (1951) et pérennisent aussi, dans le cadre de la Guerre froide, l'idée de la nécessité du consensus Congrès-Présidence en politique étrangère dans deux périodes de "cohabitation" (divided government), 1947-1948 et 1954-1960. John F. Kennedy inaugure, lui, l'ère de la "personnalisation" de la présidence. Construction d'un rapport direct avec les électeurs, isolement par rapport au Congrès : deux caractéristiques de ce que l'historien Arthur Schlesinger appellera la "présidence impériale" se mettent en place. La

présidence de Lyndon B. Johnson se révèle à la fois transformatrice dans son installation d'un nouveau rapport entre les trois pouvoirs - avec une période d'extraordinaire productivité législative et d'alignement idéologique avec la Cour suprême sur une refondation/expansion des droits individuels - en même temps qu'accélératrice de l'isolement de la présidence autour du débat sur le Vietnam qui creuse le "déficit de crédibilité" (credibility gap). Richard Nixon, à partir de 1969, accentue la césure entre la Présidence et ses contre-pouvoirs, utilisant avec habileté dynamique les pouvoirs du président de commandant en chef des forces armées, de chef de l'État ou encore de "législateur en chef". On entre alors dans une logique d'affrontement direct avec le Congrès autour des pouvoirs de guerre, du budget et de la politique étrangère qui débouche sur la crise du Watergate et l'humiliation de la présidence. Gerald Ford et Jimmy Carter contribuent, chacun à leur manière, à réparer l'institution ou à l'humaniser, une entreprise paradoxale et contradictoire qui n'est, avec le recul de l'histoire, qu'un prélude à la restauration qu'opère Ronald Reagan (1981-1989). Si le "grand communicant" réconcilie l'Amérique avec la Maison Blanche et dessine les contours d'une présidence moderne forte, il relance aussi le débat sur la compatibilité entre efficacité et principes fondateurs, dans le débat sur les nominations judiciaires (Robert Bork) mais surtout sur l'affaire Iran-Contra. L'ancien gouverneur de Californie démontre aussi que la présidence est devenue une institution essentiellement perturbatrice dont le pouvoir réside dans sa capacité à déplacer les rapports de force à son profit. George H. W. Bush, a contrario, Bill Clinton, avec des objectifs différents sur la scène nationale comme internationale, en feront la démonstration. Avec George W. Bush, on parvient à une théorisation extrême de la présidence moderne : expansion des pouvoirs de la vice-présidence, "exécutif unitaire" (unitary executive), "déclarations de signature" (signing statements), combat pied-à-pied avec les tribunaux et le Congrès sur le traitement des prison-

niers de Guantanamo, redéfinition/expansion des pouvoirs présidentiels de mener la guerre sont autant de signes d'une nouvelle "impérialisation" de l'exécutif américain, qui fait suite à la rupture institutionnelle qui suit les attentats du 11 septembre 2001.

Dans l'étude de cette évolution rapide de l'institution dans la période moderne, on prêtera une attention toute particulière aux points suivants :

- les différentes théories de l'exécutif telles que mises en avant lors du moment constituant et leur réinterprétation et utilisation dans la période moderne ;

- la jurisprudence des tribunaux et en particulier de la Cour suprême sur la définition des pouvoirs de l'exécutif ;

- les grands affrontements Présidence/Congrès ou Présidence/Cour suprême, notamment la crise de 1937, le 80ème Congrès (1947-1948), le War Powers Act (1973), puis les commissions d'enquête du Watergate, le pardon de Richard Nixon par Gerald Ford, la crise Iran-Contra, la mise en accusation (impeachment) de Bill Clinton et enfin l'autorisation donnée par le Congrès en octobre 2002 au Président Bush d'utiliser la force en Irak ;

- les contours de la cohabitation à l'américaine (divided government) ;

- la légitimation du pouvoir présidentiel par le suffrage (aspect de la question qui implique la connaissance des grandes évolutions du corps électoral américain, ainsi que des modes de sélection des présidents).

2. Le débat sur l'abolition de l'esclavage en Grande-Bretagne : 1787-1840

Les Britanniques se mobilisèrent contre le commerce des esclaves dès 1787, alors que leurs colonies sucrières dans les Caraïbes -et les treize colonies qu'ils venaient de perdre en Amérique du Nord-, s'étaient développées grâce à l'arrivée massive d'esclaves africains. C'était donc à l'un des éléments du commerce florissant de leur propre Empire qu'un groupe d'hommes et de femmes, Quakers et Anglicans, issus de la classe moyenne, s'attaquèrent dès 1787, en fondant The Society for the Abolition of the Slave Trade à Londres. Thomas Clarkson, Granville Sharp,

Josiah Wedgwood et William Wilberforce entre autres, s'engagèrent dans une campagne contre le commerce des esclaves sur le terrain parlementaire, en ayant au préalable mobilisé la société britannique par le biais de pétitions et de publications. En 1788 et 1792, le Parlement reçut des milliers de signatures (500 pétitions) issues de comités provinciaux contre l'esclavage. Le "lobbying" de la Société contre l'esclavage auprès du Parlement déboucha finalement sur la loi de 1807 qui interdisait le commerce des esclaves dans l'Empire britannique.

Le débat autour de l'esclavage prit une place centrale dans les premières décennies du XIXe siècle car cette cause correspondait aux aspirations humanitaires et économiques de la nouvelle classe moyenne qui gagnait progressivement en puissance dans la sphère politique. La cause des esclaves ralliait une majorité de la population, sans distinction de classe ou d'église (plus de 800 pétitions contre l'esclavage adressées au Parlement en 1814, ou au Prince Régent en 1828).

En 1833, le Parlement britannique déclara l'émancipation de 750.000 esclaves sur le million que comptaient les îles des Caraïbes, après avoir reçu 5000 pétitions, signées par un million et demi de Britanniques, ainsi qu'une pétition spéciale signée par des femmes.

En 1840, Londres accueillit la première convention internationale contre l'esclavage, qui réunissait des anti-abolitionnistes américains et britanniques.

Au cours de l'analyse de ce débat contre l'esclavage entre 1787 et 1840, on prêtera une attention toute particulière à des aspects à la fois politiques et sociétaux :

- la campagne pour l'abolition de l'esclavage (pré-1807) puis celle en faveur de l'émancipation (post-1807) témoignent d'une société britannique transformée et modernisée en moins de cinq décennies. On peut se demander comment ces deux campagnes, menées entre 1787 et 1838, participèrent à la transformation radicale de la société britannique, au sein de laquelle on pouvait noter la montée en puissance de la classe moyenne, les leaders de ces campagnes ;

- la campagne pour l'abolition du commerce des esclaves, puis celle consacrée à l'émancipation de ces derniers, créèrent une dynamique nationale qui réussit à rallier des éléments de la société britannique souvent opposés par ailleurs : les classes moyennes, les ouvriers, les "reformers" et les radicaux, les Anglicans et les "dissenters", les hommes et les femmes... Quels étaient les ferments politiques et religieux qui rassemblaient ainsi cette "nouvelle" nation britannique ?

- si les deux campagnes semblèrent mobiliser la société britannique sans distinction, on peut se pencher sur les demandes plus catégorielles, celles de réformes politiques et sociales, qui opposaient la classe moyenne aux classes ouvrières, dans les années 1830-40. Comment et pourquoi les tensions entre ces classes sociales, sensibles sur la plupart des débats politiques (Repeal of the Test Act, Great Reform Act, New Poor Law, Factory and Mine Acts, the Woman Question, the Anti-Corn Law League, Chartism...), se sont-elles apparemment apaisées autour de la campagne contre l'esclavage ?

- quel était le poids du contexte international sur la campagne britannique avant et après 1807, puis après 1833 ? On pourra, entre autres, réfléchir aux influences de la révolution française, puis à celles de la période napoléonienne, sur le débat britannique (Toussaint Louverture, révoltes de St Domingue et la Martinique, rétablissement du commerce des esclaves par Napoléon...). Dans les années 1830-40, on pourra s'intéresser aux échanges sur le sujet de l'esclavage avec les abolitionnistes américains.

III - Linguistique

a) Phonologie

Bibliographie :

- Jones, D. English Pronouncing Dictionary, 16^e édition. Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

- Wells, J. C. Longman Pronunciation Dictionary, 2^e édition. Londres, Longman, 2000.

b) Grammaire : les questions ne s'appuient pas sur un programme.

Oral

I - Épreuves à option

Le programme des options A et B est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité auquel s'ajoute, pour chaque candidat, le programme ci-dessous correspondant à l'option A ou B qu'il a choisie au moment de l'inscription :

A - Littérature

- W.B. Yeats. Selected Poems. Londres, J.M. Dent, Everyman's Poetry, éd. John Kelly, 1997.

- Anita Desai, In Custody [1984]. Londres, Vintage, 2001.

B - Civilisation

- Un penseur républicain à l'époque de la première révolution anglaise : John Milton, Areopagitica : A Speech for the Liberty of Unlicensed Printing to the Parliament of England (1644), The Tenure of Kings and Magistrates (1649). Edition recommandée : John Milton, The Major Works, éd. Stephen Orgel et Jonathan Goldberg, Oxford/New York, Oxford University Press, Oxford World's Classics paperback, 2003.

C - Linguistique

a) Commentaire de texte : épreuve hors programme. Dans son commentaire, le candidat devra traiter un sujet choisi par le jury et il pourra aussi, s'il le souhaite, consacrer une partie de son exposé à tout phénomène linguistique représenté dans le texte.

b) Leçon : dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

1. Le passif.

2. Les subordonnées nominales en to.

II - Épreuves communes

Lors de la préparation de l'épreuve hors programme en anglais, les candidats auront à leur disposition :

- Dictionnaires unilingues anglais et américain.

- The Encyclopaedia Britannica.

N.B. - Les éditions sont données à titre indicatif.